



Organisation des Nations Unies

## CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 31 MAI 2017

**Charles Antoine Bambara** : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

### **Le Secrétaire général des Nations Unies a présenté le 17 mai dernier son Rapport sur l'application de l'accord politique du 31 décembre 2016 en République démocratique du Congo**

Ce présent rapport porte sur l'évolution de la situation en République démocratique du Congo depuis le 27 mars 2017 et est soumis en application de la résolution 2348 (2017) dans laquelle le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de le tenir informé par écrit tous les 45 jours, des progrès réalisés et des obstacles qui pourraient se poser aux niveaux politique et technique dans la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016.

Il s'agit notamment des principaux faits politiques récents concernant l'application de l'accord ; des principaux faits nouveaux concernant les opérations électorales et l'application de l'accord ; des restrictions touchant l'espace politique et violence liée à l'application de l'accord politique et au contexte électoral ; des mesures de confiance et des bons offices pour l'application de l'accord.

Pour le Secrétaire général des Nations Unies, l'application intégrale, en toute bonne foi, de l'accord politique du 31 décembre, comme le prévoit la résolution 2348 (2017), reste la seule voie viable vers la création d'un climat politique apaisé et la tenue d'élections crédibles en République démocratique du Congo.

Ainsi dans le cadre de sa mission, la MONUSCO continuera de contribuer à la création d'un environnement propice à la tenue d'élections pacifiques, crédibles, et inclusives, et ce, dans les délais prévus. A cette fin, elle continuera d'appuyer l'application de l'accord, conformément à son mandat, l'objectif étant d'entretenir la dynamique engagée en vue de la tenue des élections. Par ailleurs, elle continuera d'œuvrer résolument pour le respect des droits de l'homme et d'un espace démocratique, d'user de ses bons offices et de fournir un appui technique et logistique pour que la révision des listes électorales soit menée dans les délais prévus et que le processus électoral se déroule normalement.

Et enfin, le Représentant spécial et l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies continueront d'exercer leurs bons offices en coordination avec les autres parties prenantes régionales et internationales concernées pour appuyer de manière concertée l'application intégrale de l'accord, en vue de l'organisation des élections dans les délais prévus.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Vous trouverez plus de détails dans l'intégralité de ce rapport qui vous sera distribué à la fin de cette conférence de presse.

### Activités des composantes de la MONUSCO

#### **Protection de l'enfant :**

**Du 23 au 30 mai 2017, la Section Protection de l'enfant de la MONUSCO a répertorié 43 cas de violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé en RDC. Ces violations concernent le recrutement et l'utilisation d'enfants comme combattants, l'enlèvement, les violences sexuelles ainsi que le meurtre et les mutilations d'enfants. Les responsables de ces violations sont la milice Kamuina Nsapu et des groupes armés, y compris, mais sans s'y limiter, les Mayi-Mayi Ndongi, UPLC et Mazembe.**

Parmi les 43 cas documentés durant la période considérée, la Section a enregistré 11 attaques d'écoles (8) et d'hôpitaux (3) dans le territoire d'Uvira lors d'affrontements entre les communautés Bafurléru et Banyamulenge. Ces incidents mettent considérablement à mal la réalisation des droits de centaines d'enfants à l'éducation et à l'accès aux soins de santé de base.

La Section Protection de l'enfant condamne avec vigueur les attaques dirigées contre des écoles et des hôpitaux et qui ciblent le personnel médical et scolaire empêchant les enfants de bénéficier des services sanitaires et éducatifs. La Section rappelle aux parties au conflit leur obligation de se conformer au droit international humanitaire et aux autres instruments juridiques relatifs aux droits des enfants. De plus, la Section souligne que les personnes responsables de violations graves des droits de l'enfant rendront des comptes devant les instances de justice compétentes.

D'un autre côté, la Section note avec beaucoup de satisfaction les efforts consentis par le Gouvernement congolais pour prévenir le recrutement d'enfants par les Forces armées congolaises. Le 19 mai 2017, à Bukavu, les FARDC ont invité la Section et ses partenaires à procéder à la vérification de l'âge de potentielles recrues, afin de s'assurer qu'aucune personne âgée de moins de 18 ans ne soit recrutée. Sur un total de 175 candidats, la Section a vérifié la présence de 11 enfants qui ont été remis aux acteurs de protection en vue d'être reconduits auprès de leurs familles respectives.

#### **Police MONUSCO :**

**Le lundi 22 mai a eu lieu à l'École de Police de Bunia une session de recyclage thématique en police de circulation routière au profit de quinze policiers (13 hommes et 2 femmes), pour une durée de cinq jours. Cette session était animée par deux formateurs, dont un de la Police des Nations Unies (UNPOL) et un autre de la Police nationale congolaise (PNC).**

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Le même jour à Mambasa, une session de recyclage thématique en police de proximité a également eu lieu. Quinze policiers ont participé à cette session.

A Kalemie, ce sont 30 policiers dont 2 femmes qui ont suivi une session de recyclage thématique en renseignements généraux pendant cinq jours. Cette même formation a été organisée le 29 mai à Matadi au profit de trente policiers (26 hommes et 4 femmes).

**En vue de promouvoir une standardisation des procédures pédagogiques dans la formation de la PNC et d'harmoniser les modules de formation pour la formation anti-émeute, un atelier de réflexion sur l'harmonisation des modules de formation et uniformisation des fiches de cours a eu lieu le lundi 29 mai** dans une salle de conférence située non loin de la DGEF (Direction Générale des Ecoles et des Formations) à Kinshasa. 40 policiers ont pris part à cet atelier.

**Dans le cadre de l'accompagnement des partenaires congolais dans les différentes actions programmées dans le PAQ1 (Plan d'action quinquennal) de la réforme de la PNC et le développement de la capacité institutionnelle de la PNC, le mardi 30 mai, la conseillère Camo-Transmission** (Cellule d'appropriation et de mise en œuvre) a appuyé l'élaboration d'un projet de sensibilisation sur l'utilisation rationnelle du numéro vert n° 112 de la Police dans la commune de Barumbu.

Ont participé à cette sensibilisation, le bourgmestre de la commune de Barumbu, le commandant du commissariat de Barumbu, des officiers du Centre National de Commandement, de Contrôle et de Coordination (C3C National), des autorités politico-administratives de la commune, de la société civile locale et du personnel de la PNC.

### Activités de l'Equipe-pays

**Points clés de l'intervention de Mme Priya Gajraj, Directeur Pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en RDC, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin :**

- La Journée mondiale de l'environnement est l'un des principaux moyens de communication des Nations Unies pour stimuler la conscience environnementale mondiale et encourager l'action politique.
- C'est un événement annuel dont le but est de susciter le plus d'actions écologiques positives possibles à l'échelle mondiale, afin d'attirer l'attention du public sur les problèmes environnementaux.
- Le thème de 2017, « Rapprocher les gens de la nature », invite à nous rendre dans la nature, en apprécier sa beauté et son importance et à répondre à l'appel lancé pour la protection de la Terre. Le thème nous invite également à réfléchir à la façon dont nous faisons partie de la nature et dont nous en dépendons.
- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en collaboration avec l'Ecole régionale postuniversitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires tropicaux (RAIFT) et le Ministère de l'Environnement organisera, à cette occasion, une journée d'échanges afin

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

de sensibiliser le public sur l'importance de préserver et entretenir la nature. Près de 200 personnes déléguées des diverses composantes de la société, étudiants, journalistes et femmes maraîchères, seront sensibilisées au respect de l'environnement pour un monde durable.

- La République démocratique du Congo (RDC) compte de nombreux lieux riches en biodiversité où les citoyens peuvent se reconnecter à l'environnement, découvrir la richesse naturelle de leur pays, la comprendre et s'engager pour la préserver.
- Les zones protégées et les autres espaces naturels de RDC sont dangereusement menacés par la déforestation, les extractions de minerais, et les pressions humaines. Leur protection nécessite une prise de conscience large et un engagement individuel et une action concertée à tous les niveaux.
- L'environnement est l'un des grands domaines d'interventions du PNUD en RDC. qui met en œuvre actuellement quatre grands programmes de plus de 39 millions de dollars américains pour sauver et préserver les forêts de la RDC.
- Il est urgent pour la RDC de s'engager avec détermination dans une trajectoire de développement durable pour tous et qui réduit des activités humaines ayant des conséquences négatives sur l'environnement et les changements climatiques.
- Les voix des peuples autochtones doivent être entendues et prises en considération dans l'élaboration des initiatives de protection de l'environnement.
- La société civile joue un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques et la déforestation Elle représente les intérêts des communautés locales dans les programmes/projets REDD+ et garantit la transparence du processus REDD.
- Ces dernières années le PNUD a mené de nombreuses activités dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques. Il a appuyé la RDC dans l'élaboration des documents clés de planification stratégique du domaine environnemental ainsi que dans la production du premier atlas des énergies renouvelables en RDC et la construction de micro centrales hydroélectriques.
- Dans les cinq années à venir, les interventions seront aussi orientées vers l'atteinte des résultats assignés aux trois nouveaux programmes intégrés REDD+ qui constituent une réponse holistique aux différents moteurs et causes de la déforestation en RDC. Par cet appui, le PNUD RDC contribuera, à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+, à l'amélioration globale de la gouvernance des ressources naturelles, principale cause indirecte de déforestation et de dégradation, à l'accompagnement des activités économiques et des dynamiques démographiques afin d'en réduire l'impact sur les forêts et à l'amélioration des revenus des communautés locales.

### OCHA : 3 millions USD alloués par le Fonds Humanitaire pour la crise dans la région du Kasai

Le 29 mai 2017, le Coordonnateur humanitaire Dr Mamadou Diallo a approuvé une allocation de 3 millions de dollars américains pour financer une assistance humanitaire aux populations affectées par le conflit dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental. L'objectif de cette décision est d'assurer la survie des populations affectées dans les zones qui ont accueilli ou pourraient continuer à accueillir des personnes déplacées/retournées dans les prochains mois.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Cette enveloppe financera des activités dans les domaines de la protection, des soins de santé primaire et de la logistique menée notamment par le Programme alimentaire mondial (PAM) et des ONG. De plus, la Suède vient d'allouer USD 230 000 à l'ONG Save The Children pour financer des projets de protection de l'enfant et USD 575 000 au Norwegian Refugee Council (NRC) pour une intervention en éducation d'urgence. Rappelons qu'il y a quelques semaines, le Fonds Central pour les interventions d'urgence (CERF) et le Fonds Humanitaire pour le RDC avaient alloué près de 10 millions USD pour financer les premières interventions d'urgence dans la région. En mars dernier, le START Fund du Royaume-Uni avait alloué près de 360 000 USD aux ONG Action Contre la Faim et Christian Aid pour apporter une assistance aux personnes retournées de la Province du Kasai. Fin avril 2017, un appel d'urgence d'un montant de 64,5 millions de dollars avait été lancé par la communauté humanitaire pour répondre à la crise humanitaire dans la région du Kasai qui touche désormais 8 des 26 provinces que compte la RDC.

### **OCHA : La zone de santé de Boga (Ituri) en proie à la malnutrition**

**La zone de santé de Boga au sud de la Province de l'Ituri souffre d'un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) estimé à 10 % - un taux inquiétant selon les spécialistes de la nutrition qui ont récemment évalué l'état nutritionnel dans la zone.**

Cette malnutrition persistante s'explique en partie par les déplacements dans le Nord-Kivu et les localités affectées par la présence de milices. Selon les ONG actives dans ce domaine, le renforcement des revenus des ménages devrait faire partie de la stratégie mise en place pour améliorer la sécurité alimentaire.

Les ONG Welthungerhilfe et la Fédération Luthérienne Mondiale fournissent une assistance en sécurité alimentaire d'urgence dans les zones de santé Boga, Tchabi et Bwakadi à travers la distribution d'articles agricoles, la sensibilisation à la nutrition, la réhabilitation de l'accès aux routes agricoles, l'aide alimentaire et le renforcement des moyens de subsistance. L'Agence Adventiste de Développement et de Secours (ADRA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) mènent des activités contre la malnutrition modérée dans la région tandis que le programme pour la Promotion des Soins de Santé Primaire (PPSSP) poursuit ses activités dans le secteur eau, hygiène et assainissement à travers la construction de latrines familiales et communautaires, l'aménagement de sources d'eau potable et l'installation d'incinérateurs dans les centres de santé. Rappelons qu'en RDC, la malnutrition touche 3,5 millions d'enfants et que 1,9 million d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère.

### **L'UNICEF appelle les bailleurs à ne pas se désengager de la lutte contre le choléra en RDC**

**Bien que le nombre de cas de choléra ait sensiblement diminué le long du fleuve Congo, l'épidémie de choléra en République démocratique du Congo (RDC) n'est pas encore contrôlée ou maîtrisée, loin de là. Depuis le début de l'année, 10 982 cas de choléra et 349 décès ont été enregistrés en RDC, une augmentation de plus de 10 % en comparaison avec la situation à la même période en 2016. 98 % de tous les cas déclarés de choléra en Afrique de l'Ouest et Centrale sont enregistrés en RDC.**

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

L'UNICEF appelle les bailleurs à ne pas se désengager de la lutte contre le choléra. L'organisation a elle-même besoin de 2 millions de dollars américains pour sa réponse à l'épidémie.

Le choléra est endémique dans de nombreuses régions de la RDC, en particulier dans l'est du pays. La province du Tanganyika par exemple a rapporté 2 496 cas et 43 décès durant le mois de mai 2017. La transmission reste active dans de nombreuses zones de santé du Tanganyika et est aggravée par les mouvements de populations liés aux conflits entre Pygmées et Lubas, qui causent des déplacements internes vers les provinces limitrophes telles que le Maniema, le Haut Katanga, le Haut-Lomami et le Sud-Kivu.

Dans la province du Haut-Lomami, la communauté humanitaire s'inquiète de l'augmentation exponentielle des cas de choléra où 236 cas suspects ont été rapportés entre le 1er janvier et le 7 mai 2017.

La situation reste aussi préoccupante dans les zones non endémiques dans le nord et l'ouest du pays. Plusieurs zones de santé dans l'ouest du pays sont touchées par cette épidémie, notamment celle de Kimpese dans le Kongo Central, avec plus de 600 cas signalés de mars à ce jour. Une attention particulière est également de mise pour la province de Kinshasa, qui a été déclarée en situation d'épidémie par le Ministre provincial de la santé le 26 mai dernier.

Il existe plusieurs facteurs aggravant la persistance de l'épidémie. Il s'agit entre autres de l'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement et le manque de respect des règles d'hygiène nécessaires pour se prémunir contre la maladie, la faible implication des structures étatiques dans la lutte contre le choléra, le manque d'attention de la communauté humanitaire, de développement et autres acteurs pour cette épidémie « oubliée » et la fin, depuis le 31 mars dernier, de certains financements.

En tant que chef de file du cluster eau, assainissement et hygiène, l'UNICEF coordonne la réponse à l'épidémie de choléra, aux côtés du Gouvernement de la RDC. En plus, l'UNICEF apporte des appuis techniques et en équipement à ses partenaires sur le terrain. Il fournit des touques de chlore, du savon, des kits de lavage des mains, des boîtes à images pour la sensibilisation et la prévention et des kits choléra dans les zones de santé affectées. Plusieurs activités sont menées avec les partenaires sur le terrain, notamment la chloration de l'eau, la sensibilisation des communautés et la désinfection des ménages affectés.

### **HCR : Nouvelles arrivées de demandeurs d'asile centrafricains dans les provinces du Bas-Uélé et Nord-Oubangui**

**Le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) estime que plus de 21 500 demandeurs d'asile sont arrivés depuis la mi-mai en RDC dans les provinces de Bas-Uélé et Nord-Oubangui, suite à la violence dans la ville de Bangassou et dans d'autres localités en République centrafricaine.**

Le HCR a envoyé des missions sur place, conjointement avec la Commission Nationale pour les réfugiés et d'autres partenaires. Toutes confirment que les nouveaux arrivés sont principalement accueillis par des familles congolaises. Ils restent proches de leur zone d'origine, dans les villages situés le long des rivières de Mbomou

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

et Oubangui qui constituent la frontière entre les deux pays. Le retour spontané d'une partie de ces personnes n'est pas à exclure. En outre le HCR est inquiet de la situation humanitaire des demandeurs d'asile vers la localité de Ndu (Bas-Uélé). La plupart d'entre eux sont arrivés sans leurs biens, mais il s'avère impossible d'acheminer de l'aide par la route vers cette zone.

Le nombre de réfugiés centrafricains enregistrés en RDC était de 103 000 personnes à la fin-avril.

### **PNUD : Lancement en RDC le jeudi 1<sup>er</sup> juin du Rapport sur le développement humain 2016**

**L'édition 2016 du Rapport mondial sur le développement humain sera présentée en République démocratique du Congo ce jeudi 1<sup>er</sup> juin 2017 sous le thème: « Le Développement Humain pour tous ». Au niveau mondial ce rapport a été lancé officiellement le 23 mars 2017 à Stockholm en Suède.**

Le rapport s'interroge sur les moyens de garantir le développement humain pour tous et cherche à savoir qui sont les laissés-pour-compte et pourquoi ils l'ont été. Il relève que d'impressionnants progrès ont été réalisés dans le monde dans le domaine de développement humain au cours du dernier quart de siècle. Mais ces progrès n'ont pas impacté tout le monde de la même façon. Pour atteindre l'objectif de développement humain pour tous, le rapport formule quelques recommandations de politiques à adopter aux niveaux national et international ainsi qu'un plan d'action.

### **CPI : Présentation de la Défense dans l'Affaire Le Procureur contre Bosco Ntaganda**

**Lundi 29 mai 2017, la présentation de la Défense dans l'Affaire Le Procureur contre Bosco Ntaganda a débuté au siège de la Cour pénale internationale (CPI) à la Haye aux Pays-Bas, avec les déclarations d'ouverture de l'avocat de M. Ntaganda, M<sup>e</sup> Bourdon, et la présentation du premier témoin de la Défense.**

Lors de la première journée, M<sup>e</sup> Bourdon a annoncé que M. Ntaganda témoignera devant les juges de la Chambre de première instance VI le mercredi 14 juin.

La présentation de la Défense intervient après la présentation de l'Accusation, qui s'est achevée en février, et celle des vues et préoccupations des victimes.

Pour rappel, M. Ntaganda est poursuivi pour 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, crimes qui auraient été commis dans la Province de l'Ituri entre 2002 et 2003. Son procès a débuté en septembre 2015.

Les audiences peuvent être suivies sur le site Internet de la Cour avec 30 min de décalage sauf lorsque celles-ci se déroulent à huis clos.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Situation militaire

(Par le Capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

**Dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental**, elle a été dominée par l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu, qui ont attaqué des localités, tué des civils et incendié des maisons dans les régions de **Bana Bantumba, Kasanzu, Bakua-Lule et Bonkala**.

Les troupes de la Force de la MONUSCO déployées dans la zone poursuivent, dans le cadre de leur mandat, leurs actions visant à dissuader les miliciens à mettre un terme à leurs activités négatives, et à assurer la protection des populations civiles.

La situation sécuritaire **dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé**, a été caractérisée par une diminution sensible d'activités négatives perpétrées par les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

C'est ainsi que les troupes de la MONUSCO déployées dans cette partie du pays poursuivent, sans répit leurs activités, dans le but de neutraliser définitivement la LRA.

La Force de la MONUSCO a également fourni pendant la période sous examen, son appui logistique au déploiement des Forces de Défense additionnelles dans les localités de Niangara et de Nambia, dans le but de renforcer les troupes, afin de neutraliser les rebelles résiduels de la LRA encore actifs.

**En Ituri**, les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), et celles de la Force de la MONUSCO déployées dans cette province, poursuivent avec détermination leurs activités visant à mettre un terme à l'activisme des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), auteurs pendant la période sous examens d'exactions dans différentes localités situées au Sud **d'Irumu**.

Le 24 mai 2017, l'intervention rapide des Forces coalisées FARDC-MONUSCO dans la localité de **Kasumaka**, située à 3 kilomètres au Sud-est de **Gety**, a fait avorter le pillage perpétré par des éléments du FRPI, et repoussé ces derniers.

**Au Nord-Kivu**, la situation sécuritaire a été rapportée relativement calme, et marquée dans certains territoires de cette province, par des accrochages entre des groupes armés.

Elle a été caractérisée **dans le territoire de Beni**, par la poursuite des activités militaires de la Force de la MONUSCO, destinées à traquer et à neutraliser les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF).

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

Le 28 mai 2017, la Force de la MONUSCO a rapidement déployé des patrouilles vigoureuses de domination de terrain dans la localité de **Kpele**, située à 29 kilomètres à l'Est d'**Eringeti**, dans le but de traquer des éléments de l'ADF signalés dans la zone, d'interdire leurs activités négatives, et de protéger les populations civiles.

**Dans le territoire de Rutshuru**, le 26 mai 2017, les populations civiles ont exprimé leur gratitude à la Force onusienne, suite au déploiement de son poste opérationnel dans la localité de **Munguli**, située à 5 kilomètres au Sud-est de **Nyanzale**, ayant contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire et à la restauration de l'autorité de l'Etat dans la région.

Au chapitre des redditions dans la province, durant la semaine écoulée, dix (10) éléments de différents groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **six (06) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**, **un (01) du groupe Mayi-Mayi Mazembe**, **deux (02) du groupe Nyatura** et **un (01) du groupe armé "CNRD"**.

**Au Sud-Kivu**, en dépit de quelques accrochages rapportés entre les éléments des groupes armés encore actifs dans cette province, la situation sécuritaire est demeurée sous le contrôle des troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans cette partie du pays.

**Au Tanganyika**, la Force de la MONUSCO poursuit ses activités visant à sensibiliser les miliciens des ethnies **Luba** et **Twa** à abandonner leur activisme, mais également, à faciliter la restauration de l'autorité de l'Etat.

A cet effet, le 23 mai 2017, la Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles intensives de domination de terrain dans les localités de **Ntambwe** et **Kasanga**, situées respectivement à 28 et 14 kilomètres à l'Est de **Kongolo**, dans le but de mener une campagne de sensibilisation à la cohabitation pacifique entre **Bantu** et **Twa**, et de protéger les populations civiles.

**Enfin**, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04